

**Union européenne - Grèce -
Relations bilatérales - Allocution de
M. Bernard Cazeneuve, Premier
ministre, devant les acteurs
économiques et culturels de la
relation franco-grecque
(Athènes, 03 mars 2017)**

(Seul le prononcé fait foi)

Messieurs les Ministres,

Monsieur le Commissaire européen,

Monsieur le Député,

Mesdames et Messieurs,

Mes Chers Compatriotes,

Je voudrais d'abord, Monsieur l'Ambassadeur, vous remercier du fond du coeur pour nous offrir l'hospitalité de cette belle résidence et pour la manière dont vous avez organisé avec toutes vos équipes que je salue également, cette visite qui est trop brève pour me permettre de rencontrer tous ceux que j'aurais aimé pouvoir voir à la faveur de ce déplacement, mais qui a été très dense et qui nous a permis d'avoir plusieurs entretiens bilatéraux absolument nécessaires et utiles.

Ma venue à Athènes et les entretiens que j'ai eus ici avec les autorités grecques, avaient bien entendu pour objet de célébrer d'abord l'excellence de notre relation bilatérale. Mais chacun comprend aussi que se joue dans ce pays aujourd'hui quelque chose qui engage l'avenir de l'Europe à long terme. Nous célébrerons, vous le savez, le 25 mars prochain, le 60^e anniversaire du Traité de Rome. Dans un monde qui est de plus en plus incertain, face à des désordres dont chacun peut constater qu'ils sont croissants, face à la démagogie populiste qui appelle à la dislocation de l'Europe, je veux ici rappeler à Athènes que l'Union européenne est d'abord un projet politique et que son premier but est de protéger les citoyens européens.

Face à la montée de la menace terroriste, elle s'est donnée les moyens de cette protection, notamment en renforçant les contrôles aux frontières extérieures de l'Union européenne par la montée en puissance de Frontex dont nous avons sensiblement abondé les financements et les

moyens humains mis à sa disposition. Frontex, c'est aujourd'hui 300 millions d'euros de financement apportés pour cette mission ; ce sont 1.700 garde-côtes et garde-frontières parmi lesquels on trouve 170 Français, c'est-à-dire que nous apportons 10% des effectifs de Frontex et que par-delà les effectifs de Frontex, nous sommes présents par nos forces de sécurité intérieure, nos services de renseignement, la direction centrale de la police aux frontières mais aussi les fonctionnaires de l'OFPRA et de l'OFII pour que l'on puisse mettre en place dans les meilleures conditions les politiques de relocalisation et de réinstallation décidées par les institutions de l'Union européenne. Et en Grèce, cela représente un effort particulièrement significatif puisque ce sont près de 360 personnels issus de la direction générale de la police nationale, de la gendarmerie nationale, de la direction générale de la sécurité intérieure de l'OFPRA ou de l'OFII qui viendront dans la solidarité, accompagner le gouvernement grec dans la mise en oeuvre de l'accueil des réfugiés et l'Union européenne dans la mise en oeuvre du processus de relocalisation et de la réinstallation.

Nous sommes déterminés aussi à lutter ensemble contre la cybercriminalité ; nous sommes déterminés à agir résolument contre le terrorisme et de ce point de vue-là, sous la conduite de Dimitris Avramopoulos, commissaire européen que je salue pour sa présence, nous avons fait beaucoup avec les Allemands notamment mais pas seulement, pour faire en sorte que l'Europe se protège et l'Europe est aujourd'hui une réponse face au terrorisme ; elle n'est pas, contrairement à ce que certains s'emploient à diffuser en convoquant mensonges et approximations, un problème.

Face aux désordres du monde, la sécurité de l'Europe dépend également de la capacité dans laquelle nous serons de construire une Europe de la défense. Le nouveau président des États-Unis dit vouloir prendre ses distances avec l'Europe, en tous les cas avec l'Alliance atlantique, considère que les Américains n'ont pas à payer pour la défense de l'Union européenne, eh bien faisons en sorte d'être capables de prendre en main notre propre destin. De ce point de vue-là, la mise en place d'un fonds européen pour la défense qui permet de mutualiser des programmes de recherche, de mutualiser aussi les efforts en vue de l'acquisition de programmes d'investissement ou d'équipements dont nous avons besoin pour assurer la sécurité du continent, la mise en place de capacités de projection de forces et de planification de la coopération militaire, tout cela doit nous conduire progressivement, sous l'impulsion encore une fois de la France et de l'Allemagne mais pas seulement, nous serons liés aussi, par-delà le Brexit, aux Britanniques dans les accords de Lancaster House, à faire en sorte que le continent européen puisse se protéger.

Enfin, protéger l'Europe, c'est aussi protéger ses secteurs d'excellence, c'est mettre en oeuvre le plan Juncker de 300 milliards d'euros et le porter au-delà et c'est faire en sorte que les fonds de ce plan servent à nos industries d'excellence, à se conforter, à adosser à leurs meilleurs produits des centres de transfert de technologies et des centres d'innovation pour que nous puissions assurer dans un monde de plus en plus compétitif, la compétitivité de nos industries par la montée en gamme de leurs produits et de ce point de vue-là, je remercie les entreprises grecques et françaises qui sont ici présentes de telle sorte à ce qu'elles profitent de ce programme pour renforcer les relations entre elles. Avec le Premier ministre Tsipras tout à l'heure, les ministres de l'économie et des finances des deux pays, nous évoquons ces extraordinaires opportunités de relation entre les entreprises grecques et les entreprises françaises et les entreprises européennes dans le cadre de la mise en oeuvre du plan Juncker.

Enfin, l'Europe, c'est aussi une protection de notre modèle économique et social ; le socle

européen des droits sociaux, présenté il y a de ça quelques heures par Jean-Claude Juncker, va dans la bonne direction ; nous soutenons totalement cette orientation. Nous entendons l'amplifier et c'est la raison pour laquelle avec Harlem Désir, vous avons reçu hier, en présence de Marisol Touraine et Myriam El Khomri les ministres sociaux-démocrates qui travaillent pour l'Union européenne, pour dire notre attachement à des mesures concrètes : salaire minimum européen, lutte contre la fraude au détachement, égalité hommes-femmes dans le monde du travail, possibilité de transformer le fonds d'adaptation à la mondialisation pour permettre aux salariés qui sont victimes de restructuration, d'y faire face en étant plus fort, volonté qui est la nôtre aussi de faire en sorte que nous puissions offrir à terme une couverture maladie à l'ensemble des peuples de l'Union européenne ; possibilité de reconnaître la mobilité des apprentis, d'offrir une carte étudiante européenne aux étudiants d'Europe pour qu'ils puissent dans les laboratoires de recherche, dans les universités, rencontrer d'autres étudiants européens et s'inscrire dans des programmes qui bénéficieront à l'ensemble des pays de l'Union européenne.

Et je veux le dire ici en Grèce, qui n'est pas un pays d'Europe comme les autres, qui a porté des valeurs qui ont fait civilisation, bien au-delà de ses frontières et dans un temps désormais lointain, valeurs qui ont trouvé à s'exprimer dans des textes littéraires souvent allégoriques, des textes philosophiques d'une grande densité et d'une grande profondeur, qui ont réussi aussi à donner à la pensée occidentale des philosophes parmi les plus réputés qui ont inscrit des concepts dans le temps long de l'histoire de la philosophie ici en Grèce et face à des chercheurs éminents que je salue et que j'ai rencontrés tout à l'heure à l'école française et l'Institut français, je veux dire que renoncer à l'Europe, renoncer à ses valeurs, jouer la carte populisme, du recroquevillement, du repli sur soi, de la renonciation à ce que nous avons en commun, serait une manière de tourner le dos à cet apport qui est le nôtre, que nous avons en commun et qui prend ses racines dans le temps long de l'histoire de l'Union européenne et qui a permis à tant d'Européens, ce bagage et cet ensemble de valeurs, à faire leurs humanités en créant des villes, des lieux d'expression artistique et de création qui font l'identité de l'Europe à travers le monde. Et à tous ceux qui prétendent retrouver la France en abandonnant ce qu'est l'Europe, c'est-à-dire en abandonnant ce creuset des valeurs, compte tenu du fait que la France s'est construite à travers cette histoire qui prend et qui plonge ses racines dans un temps désormais très ancien, en voulant courir après une France qui n'a jamais existé, ils abandonneraient celle qui a toujours existé et qui est celle qui, pour reprendre l'expression de François Mitterrand, a appris à tenir aux peuples du monde, le discours que les peuples du monde attendait de la France et ça a pour moi une signification particulière que de pouvoir vous dire ça, à vous, Français et Grecs, dans cette résidence de France ici, à Athènes, compte tenu des liens essentiels qui nous lient.

Je voudrais, Mesdames et Messieurs, vous dire aussi, dans ce pays que vous aimez profondément que vous avez raison d'aimer avec cette ardeur et cette sincérité, à quel point le gouvernement que je dirige, sous l'autorité du président de la République et auquel participent des ministres qui ont eu l'occasion de faire la démonstration de la force des liens qui nous unissent à la Grèce - je pense notamment à Michel Sapin - à quel point ce gouvernement est dans la confiance de l'avenir de ce pays où vous vivez. Nous avons fait le choix de faire en sorte que la Grèce puisse rester au coeur de l'Union européenne parce que pour nous, l'Union européenne sans la Grèce, compte tenu de tout ce que nous venons de nous dire, n'était plus l'Union européenne et que jouer le Grexit eût été une manière de renoncer à ce que nous étions collectivement. Et nous avons donc voulu jouer la carte de la solidarité mais une solidarité qui s'articule aussi à une forme de responsabilité que nous devons avoir en partage ; responsabilité et solidarité, ce sont les deux mots qui ont souvent été utilisés par le président de la République au cours des cinq dernières années lorsqu'il fallait réorienter l'Europe, faire en

sorte que ceux qui étaient fragiles, trouvent un chemin pour se conforter de nouveau et que nos partenaires auxquels nous tenions tant, puissent rester au sein de la zone euro et de l'Union européenne en étant plus forts après avoir surmonté la crise. C'est ce que nous avons fait. Et je disais tout à l'heure au Premier ministre Tsipras que j'étais particulièrement heureux de constater les derniers résultats obtenus après que tant d'efforts ont été consentis par le peuple grec, parfois dans la difficulté ; les excédents primaires cette année sont bien supérieurs à ce qui était attendu ; la croissance repart, les investissements sont là et les entreprises françaises que j'ai rencontrées ce matin - et je les vois représentées ce soir ici - m'ont dit leur désir non seulement de rester mais d'investir davantage et par conséquent, lorsqu'il y a des efforts et qu'il y a des résultats, il doit y avoir de la solidarité et lorsqu'il y a de la solidarité après qu'il y a eu des efforts, il doit y avoir aussi une capacité à faire en sorte que la politique de l'Union européenne ne traduise pas l'Union européenne aux yeux des peuples comme une maison de discipline, même s'il faut des réformes et de la discipline, mais aussi comme un projet qui permette de rencontrer le chemin de la croissance et de l'emploi.

Et donc nous sommes venus dire à nos amis grecs : les efforts que vous avez faits, commencent à être couronnés de succès ; les réformes doivent être poursuivies, nous avons confiance dans votre avenir, nous souhaitons créer les conditions de la croissance et pour que la croissance soit là, il faut que le dialogue dans la solidarité s'approfondisse et il faut que les réformes se poursuivent. C'est cela que nous sommes venus dire à nos amis grecs, en sachant aussi qu'ils peuvent compter sur nous dans les mois et les années qui viennent pour que le travail engagé, aille à son terme et que rien de ce que nous avons fait ensemble ne puisse être obéré demain.

Nous avons en France comme en Grèce, vous le savez, une jeunesse bien formée qui est impatiente d'apprendre et qui est porteuse d'innovations. C'est pour soutenir les aspirations de nos deux pays que nous avons conclu un partenariat stratégique pour l'innovation qui constitue d'ailleurs un axe majeur de notre partenariat ; lancé en novembre dernier, un réseau franco-hellénique regroupe déjà plus d'une centaine de partenaires français et la quasi-totalité de l'écosystème grec de l'innovation dont je suis heureux ici de saluer les représentants. Je veux également vous indiquer que la France est présente par des investissements significatifs et des entreprises nombreuses - ce sont près de cent entreprises françaises qui sont présentes - qui représentent près de 13.000 personnes en Grèce et ces entreprises sont présentes dans de multiples domaines qui sont ceux du développement durable, des transports de demain, de l'innovation, des start-up et j'invite l'ensemble de ces partenaires qui sont restés pendant la crise et qui sont heureux d'avoir fait ce choix, de continuer à se battre de manière à pouvoir obtenir davantage encore d'investissements demain, qui fasse la croissance de la Grèce et la réputation de notre pays ici.

Je me suis rendu tout à l'heure à l'Institut français et à l'école française. J'y ai vu un lieu extrêmement émouvant, d'abord parce que les personnalités qui s'y trouvent - je pense à vous, Monsieur le Président qui avez sauvé cette école parce que vous avez le sommeil léger mais je pense aussi aux chercheurs, aux enseignants, au directeur qui est ici - ce lieu est extrêmement émouvant parce qu'il est très emblématique de ce qu'est notre relation. D'abord le site lui-même mérite à lui seul le déplacement : cette belle maison bien située au milieu d'un jardin délicat, une bibliothèque exceptionnelle dans laquelle on a des ouvrages qui permettent aux plus érudits de nos chercheurs de pouvoir aller au bout des recherches dans lesquelles ils sont engagés, des attachés culturels scientifiques et des enseignants qui essaient de faire rayonner la relation franco-hellénique et qui essaient aussi de faire vivre ici en Grèce le désir de France ; j'ai voulu dire à l'ensemble des enseignants et des assistants mais aussi à tous ces étudiants

nombreux qui viennent dans ces lieux qui représentent une partie de ce qu'est l'âme et le cœur de la France ma solidarité après l'épreuve qu'ils ont vécue et condamner avec eux, au nom des valeurs que j'évoquais tout à l'heure, toutes ces formes de violence absolument insupportables qui conduisent l'Europe parfois à devoir faire face à des épreuves comme nous avons pu en vivre nous-mêmes - le terrorisme étant la forme la plus paroxystique de ces violences - mais d'autres encore qui conduisent des groupes qui ignorent les principes du droit, à s'en prendre aux valeurs que nous avons en partage pour essayer de déstabiliser nos sociétés.

Je veux enfin indiquer que nous avons eu l'occasion d'exprimer avec nos partenaires grecs aujourd'hui ce qui nous lie aussi face aux épreuves auxquelles les réfugiés sont confrontés dans le cadre de la crise migratoire à laquelle nous devons faire face ; la France ne serait pas la France si elle n'était pas capable, en raison de ce que sont ses textes et ses valeurs, de continuer à accueillir ceux qui sont persécutés là où ils vivent. Et le gouvernement d'Alexis Tsipras et les ministres qui l'accompagnent, ont fait sur des îles des choses extrêmement difficiles avec beaucoup de courage et d'humanité et nous avons estimé qu'il était normal qu'on les accompagne dans ce travail et je veux redire sur la question migratoire, là encore, la volonté qui est la nôtre de continuer à accompagner les efforts faits par la Grèce en donnant des moyens, en mobilisant des moyens humains et dire aussi la très grande fierté qui a été celle des ministres et la mienne ce matin, de pouvoir nous exprimer devant des réfugiés, devant leurs enfants - ils attendent leur arrivée en France, ils commencent à apprendre le Français, ils commencent à découvrir ce que sont les valeurs de la République et entendent y adhérer et c'était pour moi une grande fierté comme Premier ministre, de voir ces enfants, parfois des bébés et leurs parents, ces familles, être heureuses de trouver enfin la paix, de ne plus connaître le bruit des bombes en rejoignant notre pays et de le faire en Grèce en raison des relations qui nous unissent face au défi migratoire, avec une signification particulière. Je veux également évoquer ici l'aide financière directe au fonctionnement du centre d'accueil de mineurs réfugiés sur l'île de Chios, que nous accompagnons.

Enfin, la démocratie a pris naissance ici et je le redis pour conclure, elle est la valeur la plus précieuse de l'Union européenne, elle est aussi la plus fragile. L'histoire commune de la France et de la Grèce se nourrit, je le redis, de cet héritage et André Malraux qui est venu en Grèce dans une condition de ministre lui aussi, évoquait ici autrefois en s'adressant à la foule grecque qui était massée au pied de l'Acropole, «le temps - je le cite - où les Grecs et les Français libres combattaient côte à côte dans la bataille d'Égypte, le temps où les hommes des maquis fabriquaient avec leur mouchoir des petits drapeaux grecs en l'honneur de vos victoires et où les villages de vos montagnes faisaient sonner leurs cloches pour la Libération de Paris». Plus près de nous, la France a voulu que la Grèce libérée de la dictature, puisse rejoindre l'Europe en construction ; c'était là bien entendu sa place naturelle. Elle est aujourd'hui, je l'ai dit, la France, aux côtés de la Grèce pour toutes les raisons qui tiennent à cette histoire, pour l'aider à surmonter des crises dont l'issue n'engage pas que ce pays mais engage l'avenir de l'Union européenne tout entière. Cette histoire entremêlée qui a conduit nos peuples à s'aimer mutuellement, à aimer nos pays, à aimer nos cultures, nous devons continuer à l'écrire et c'est sur vous qui êtes en première ligne ici en Grèce, que nous comptons pour faire cela. C'est la raison pour laquelle j'ai eu plaisir à vous voir, à vous rencontrer, à vous dire la passion qui nous anime.

Vive la relation franco-hellénique, vive la République et vive la France./.

(Source : site Internet du Premier ministre)

